



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	<b>Objet :</b>  ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE
-------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par la EI La Pizza de l'Emblavez dont les derniers éléments sont parvenus le 5 décembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : El La Pizza de l'Emblavez (Sébastien FORESTIER), domiciliée le 4 Impasse Rose , 43800 Beaulieu,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : acquisition d'un véhicule aménagé,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	61 500,00 €
Montant de la dépense subventionnable	50 000,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 5 000,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 50 000,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par Kalie dont les derniers éléments sont parvenus le 9 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Kalie (Karine COMTE), domiciliée le 18 Rue Pannessac, 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : réaménagement d'un local commercial,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	16 370,00 €
Montant de la dépense subventionnable	16 370,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 1 637,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 16 370,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBENT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par L'Atelier des Papilles dont les derniers éléments sont parvenus le 7 décembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : L'Atelier des Papilles (Delphine BRITVEC), domiciliée le Place de la Croix de Mission , 43320 Loudes,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	20 651,03 €
Montant de la dépense subventionnable	20 651,03€
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 2 065,10 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 20 651,03 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

  
Michel JOUBERT





## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par la SAS Photo'Sandrine dont les derniers éléments sont parvenus le 17 novembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,



## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : SAS Photo'Sandrine (Sandrine RIVET), domiciliée le 10 Rue Courrierie , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'aménagement d'un local commercial, l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	70 792,03 €
Montant de la dépense subventionnable	50 000,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 5 000,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 50 000,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



Date de mise en ligne  
sur le site internet 16 MARS 2023



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par l'EI Rêves d'Aphrodite dont les derniers éléments sont parvenus le 16 novembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : El Rêves d'Aphrodite (Muriel MASSON), domiciliée le 2 Bis Route de Lyon , 43700 Brives-Charensac,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'aménagement d'un local commercial, l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	13 055,63 €
Montant de la dépense subventionnable	13 055,63 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 1 306,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 13 055,63 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par l'Épicerie Cortial dont les derniers éléments sont parvenus le 25 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Épicerie Cortial (Christophe CORTIAL), domiciliée le 47 Avenue du Puy , 43000 Esaply Saint Marcel,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : achat d'un véhicule de tournée,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	26 000,00 €
Montant de la dépense subventionnable	26 000,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 2 600,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 26 000,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

  
Michel JOUBERT





## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### **Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par la Cagette des Halles dont les derniers éléments sont parvenus le 26 décembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : La Cagette des Halles (Franck CHARGUERAUD), domiciliée le Place du Marché Couvert , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	27 355,00 €
Montant de la dépense subventionnable	27 355,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 2 735,50 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 27 355,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b><u>Service :</u></b>  SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	<b><u>Objet :</u></b>  ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE
--------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par l'Adélaïde dont les derniers éléments sont parvenus le 12 décembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,



## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : L'Adélaïde (Florian DUMAS), domiciliée le 1 Faubourg Saint Jean , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : la création d'un local commercial.

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	29 749,22 €
Montant de la dépense subventionnable	29 749,22 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 2 974,92 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 29 749,22 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par le Chamarlenc dont les derniers éléments sont parvenus le 6 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Le Chamarlenc (Cellia BEAUDELIER et Yoan DELORME), domiciliée le 19 Rue Raphael , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : rénovation d'un local commercial et l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	19 199,60 €
Montant de la dépense subventionnable	19 199,60 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 1 919,96 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 19 199,60 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

  
Michel NOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### **Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par le Michelet dont les derniers éléments sont parvenus le 13 décembre 2022,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Le Michelet (Christophe CHABANNES), domiciliée le 5 Bis Place Michelet , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'aménagement d'un local commercial, l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	59 703,32 €
Montant de la dépense subventionnable	50 000,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 5 000,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 50 000,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par les Terrasses de Polignac dont les derniers éléments sont parvenus le 16 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Les Terrasses de Polignac (Jean-Philippe BOUQUET), domiciliée le Place de l'Eglise , 43000 Polignac,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'aménagement d'un local commercial, l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	20 423,44 €
Montant de la dépense subventionnable	20 423,44 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 2 042,34 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 20 423,44 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Miche Joubert



## ARRÊTÉ



<b><u>Service :</u></b>  SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	<b><u>Objet :</u></b>  ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE
--------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par Linossier Opticiens dont les derniers éléments sont parvenus le 27 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Linossier Opticiens (Laurent LINOSSIER), domiciliée le 37 Bis Place du Breuil , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : aménagement d'un local commercial,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	60 931,28 €
Montant de la dépense subventionnable	50 000,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 5 000,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 50 000,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel LOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par la SARL Boulangerie Nouvelle dont les derniers éléments sont parvenus le 9 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

**Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay**

16 Place de la Libération - BP 50085 - 43003 Le Puy-en-Velay Cedex

Tél : 04.71.04.37.00 - Fax : 04.71.02.62.33.66

# ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : SARL Boulangerie Nouvelle (Guillaume CHAZOT), domiciliée le Place du Marché Couvert , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'achat de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	131 366,00 €
Montant de la dépense subventionnable	50 000,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 5 000,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 50 000,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b><u>Service :</u></b>  SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	<b><u>Objet :</u></b>  ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE
--------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par la SAS L'Adresse dont les derniers éléments sont parvenus le 10 janvier 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : SAS L'Adresse (Laurent GIBERT et Jérôme EYRAUD), domiciliée le 4 Rue Saint Jacques , 43000 Le Puy en Velay,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : l'aménagement d'un local commercial,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	21 382,74 €
Montant de la dépense subventionnable	21 382,74 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 2 138,27 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 21 382,74 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Miche NOUBERT





## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par A Loja de Teresa dont les derniers éléments sont parvenus le 14 février 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,



## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : A Loja de Teresa (Marie-Thérèse PEREIRA MOTA), domiciliée le 62 Rue Pannessac , 43000 LE PUY EN VELAY,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : aménagement d'un local commercial,,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	16 184,00 €
Montant de la dépense subventionnable	16 184,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 1 618,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 16 184,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par A Tempo dont les derniers éléments sont parvenus le 15 février 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : A Tempo (Myriam TRESCARTE), domiciliée le 2 Avenue Bonneville , 43000 AIGUILHE,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : aménagement d'un local commercial,,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	39 054,00 €
Montant de la dépense subventionnable	39 054,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 3 905,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 39 054,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

Michel JOUBERT



## ARRÊTÉ

<b>Service :</b>  <b>SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>Objet :</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE AIDE DIRECTE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE</b>
---------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le Président de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay,**

**Vu** le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 22 juin 2017, du 11 juin 2020 et du 10 mars 2022, approuvant et modifiant la « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les Communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et la métropole de Lyon », conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** les délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 27 septembre 2017 et du 20 juin 2019 ainsi que la décision du 27 avril 2020 approuvant et modifiant le dispositif intercommunal d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en lien avec celui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** le règlement intercommunal d'attribution d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, en vigueur,

**Vu** la demande de subvention formulée par la Boulangerie Mosnier dont les derniers éléments sont parvenus le 6 février 2023,

**Vu** la décision du comité de suivi des porteurs de projets de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay du 21 février 2023

**Considérant** que, dans le cadre de ce dispositif d'aide, il convient de prendre un arrêté attributif de subvention,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Le bénéficiaire de la subvention est : Boulangerie Mosnier (Vincent MOSNIER), domiciliée le 19 Faubourg Constant , 43500 CRAPONNE SUR ARZON,

**ARTICLE 2** – La nature du projet est : acquisition de matériel professionnel,

**ARTICLE 3** – Le plan de financement du projet se structure comme suit :

	Montant en € HT
Montant de la dépense totale	41 900,00 €
Montant de la dépense subventionnable	41 900,00 €
Taux d'aide applicable	10 %

Le montant de la subvention attribuée est arrêté à 4 190,00 €, calculé sur une dépense subventionnable maximale de 41 900,00 € HT et un taux d'intervention de 10 %.

**ARTICLE 4** – La dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 204 "subventions d'équipement", compte 20422 "subventions d'équipement aux personnes de droit privé – bâtiments et installations".

**ARTICLE 5** – Les conditions et modalités de versement de cette subvention qui s'appliquent sont définies à l'article 7 « modalité de paiement de la subvention » du règlement d'attribution de l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Si la dépense réalisée est inférieure à la dépense subventionnable maximale mentionnée à l'article 4, le montant de la subvention à verser sera diminué en proportion.

**ARTICLE 6** – Le bénéficiaire s'engage à faire mention de l'aide de la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, télévisée, radio ou sur internet.

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet.

**ARTICLE 7** – Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour solliciter le versement de cette subvention. A l'expiration de ce délai, ce versement est considéré caduc et est annulé.

**ARTICLE 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Fait au Puy-en-Velay, le 22/02/2023

Le Président de la Communauté  
d'agglomération du Puy-en-Velay,

  
Michel JOUBERT